

DIX ANS D'EMPLOI ET DE SALAIRES : 1997 - 2006

N°50 - JUILLET 2007

En 2006, les entreprises du secteur concurrentiel emploient 17,7 millions de salariés en France (Métropole et Dom) et versent une masse salariale de 441 milliards d'euros.

Entre 1997 et 2006, environ 2,6 millions d'emplois ont été créés (+ 17 %) et la masse salariale a progressé de 43 %, traduisant une augmentation de 22 % du SMPT, soit une progression de 7 % en terme de pouvoir d'achat. Sur 10 ans, la tertiarisation et la désindustrialisation de l'emploi se sont poursuivies. La part de l'industrie dans l'ensemble de l'emploi a diminué de 5 points au profit du tertiaire (+ 4,7 points) et de la construction (+ 0,5 point). Les secteurs les plus porteurs dans le tertiaire sont liés aux activités de conseil, à l'informatique, à la logistique et aux loisirs. Par ailleurs, le développement sans précédent de l'intérim (81 %) traduit une profonde modification du recours à ce type de contrat, qui va désormais bien au-delà des fluctuations économiques.

Entre 1997 et 2006, l'emploi du secteur privé en France (Métropole et Dom) a progressé de 17,1 % (+ 2,6 millions d'emplois, *tableau 1*). Une première période de forte expansion (3,1 % de croissance annuelle pour le PIB en volume et 3,3 % pour l'emploi) s'est interrompue avec le retournement conjoncturel du premier semestre 2001 (*graphique 2*). 2,1 millions d'emplois ont été créés entre 1997 et 2001.

Entre le printemps 2001 et l'été 2003, le ralentissement conjoncturel a été plus

marqué encore pour l'emploi que pour le PIB. Depuis, la croissance des effectifs s'accélère légèrement mais demeure plus modérée (2,1 % de croissance annuelle pour le PIB et 0,6 % pour l'emploi) que dans la fin des années 90.

L'évolution de l'emploi par secteur présente des évolutions contrastées entre 1997 et 2006. Les secteurs les plus cycliques sont ceux des services aux entreprises (notamment le conseil et l'informatique), des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

A l'inverse, les industries agricoles et alimentaires, l'éducation, la santé marchande et les activités immobilières sont les moins sensibles aux cycles conjoncturels.

L'industrie est fortement impactée par le retournement conjoncturel de 2001

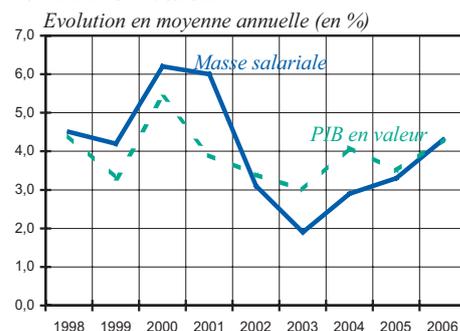
En 2006, l'industrie n'emploie plus que 3,6 millions de salariés, soit un sur cinq (20,6 % de l'effectif total, *tableau 4*). En 10 ans, elle a perdu plus de 240 000 emplois (- 6,2 %).

Tableau 1 : Masse salariale, emploi, salaire moyen par tête du secteur privé, PIB et pouvoir d'achat

	Niveau	Evolution en moyenne annuelle (en %)					Evolution 1997/2006
	2006	2002	2003	2004	2005	2006	
Masse salariale (en Md €)	441,0	3,1	1,9	2,9	3,3	4,3	42,5
Emploi (en millions de salariés)	17,7	0,8	0,1	0,3	0,6	1,0	17,1
Salaire moyen par tête (par mois, en €)	2 075	2,2	1,8	2,6	2,6	3,2	21,7
PIB en valeur (en Md€)	1 792	3,4	3,0	4,1	3,5	4,3	41,4
PIB en volume (en Md€2000)	1 594	1,0	1,1	2,5	1,7	2,0	22,8
Indice des prix à la consommation (hors tabac)		1,8	1,8	1,7	1,8	1,7	13,9
Pouvoir d'achat du SMPT		0,4	-0,1	0,9	0,8	1,5	7,0

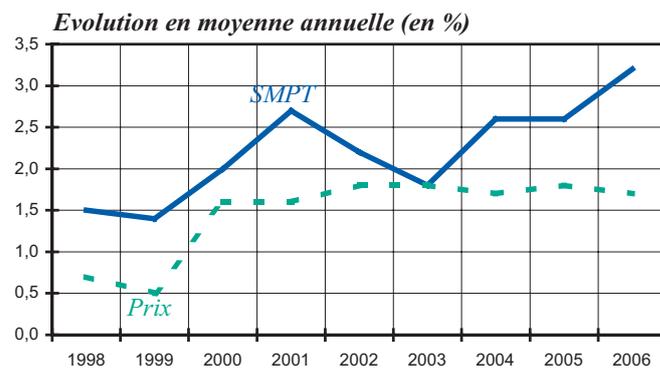
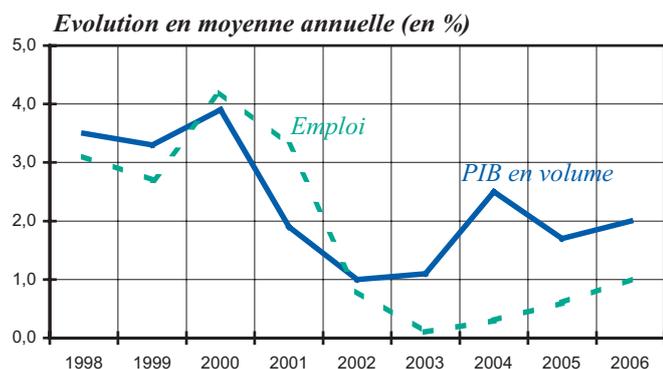
Sources : AcoSS-Urssaf ; Insee

Graphique 1 : Masse salariale et PIB en valeur



Sources : AcoSS-Urssaf ; Insee

Graphique 2 : Emploi, salaire moyen par tête (SMPT) du secteur privé, PIB en volume et indice des prix à la consommation



Sources : Acooss-Urssaf ; Insee

Cette baisse provient d'un fort repli depuis 2001, alors que la période 1997-2001 avait encore connu des créations d'emploi (graphique 3).

Le déclin le plus important de l'emploi industriel se situe dans la **filère habillement-cuir et textile**, secteurs qui enregistrent une diminution de moitié de l'emploi (respectivement de 49,6 % et de 38,5 %, tableau 4).

Deux autres secteurs connaissent également une forte baisse sur la période : les biens d'équipement du foyer (- 20,3 %) et la production de combustibles (-16,8 %).

A l'inverse, d'autres secteurs industriels se révèlent dynamiques : la **pharmacie-parfumerie** (+ 11,2 % soit 14 000 emplois supplémentaires) et les **IAA** (+ 4,3 %).

Par ailleurs, au sein de secteurs globalement en repli, certaines activités industrielles fines liées à la construction bénéficient de son dynamisme : éléments en béton (+ 5,8 %), fabrication d'éléments en matière plastiques pour le BTP (+ 42,8 %) et de béton prêt à l'emploi (+ 22,0 %). Ces deux derniers secteurs semblent plus protégés de la concurrence internationale.

270 000 créations nettes d'emploi en 10 ans dans la construction

La **construction** (1,4 million de salariés soit 7,8 % des emplois en 2006) a connu une situation favorable sur la période 1997-2006 (environ 270 000 créations nettes d'emploi soit + 24,6 %). Ce secteur a enregistré comme les autres un ralentissement en 2001 (sans toutefois cesser de créer des emplois), puis a

connu depuis 2004 une expansion nettement plus forte que les autres secteurs (graphique 3).

Les activités les plus créatrices d'emplois dans la construction sont les travaux de charpente (+ 76 %), la construction de maisons individuelles (+ 68 %), la plâtrerie (+ 50 %), les installations des équipements thermiques et de climatisation (+ 32 %), la menuiserie en bois ou en matières plastiques (+ 28,2 %), les travaux de maçonnerie générale (+ 24,8 %) et les travaux d'installation électrique (+ 19,5 %).

De 1997 à 2006, le tertiaire poursuit son développement

Le **tertiaire marchand** (12,7 millions de salariés en 2006) représente désormais 7 emplois sur 10. En 10 ans, il a créé 2 550 000 emplois, ce qui correspond à une progression de plus de 25 %. Ces créations d'emploi proviennent notamment de la poursuite de l'externalisation de certaines activités par les entreprises industrielles (ingénierie, conseil, nettoyage, sécurité, intérim, transport, autres services opérationnels etc.).

Par ailleurs, les activités en direction des ménages liées aux loisirs, aux nouvelles technologies de l'information et le développement des services à la personne et du secteur de la santé ont connu une nette progression.

Les **services opérationnels** (1,8 million de salariés en 2006) ont enregistré la progression la plus forte (670 000 emplois, soit + 60 %).

Parmi eux, 4 emplois sur 10 sont dans l'**intérim**, qui emploie 760 000 sala-

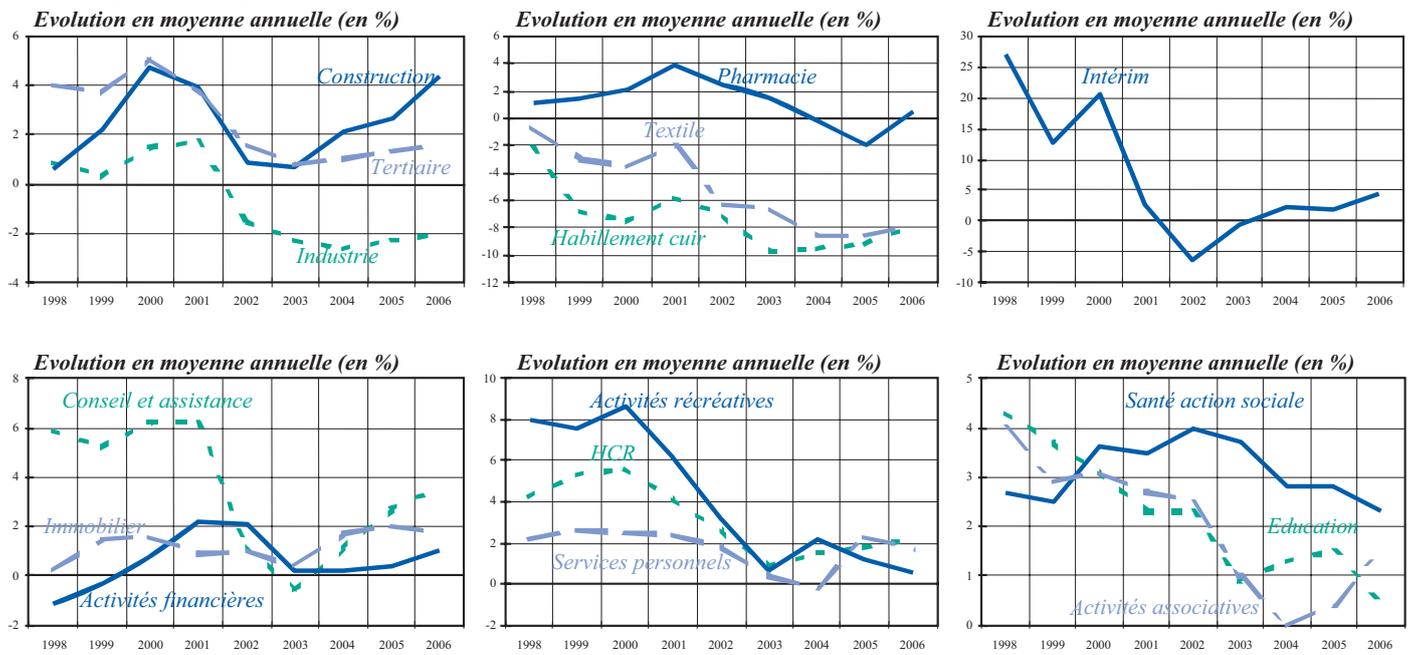
riés en 2006. Entre 1997 et 2006 l'emploi intérimaire augmente de 80,8 % soit 340 000 emplois supplémentaires, l'essentiel de cette progression intervenant entre 1997 et 2001. Ainsi, l'intérim, secteur qui traditionnellement accompagne les entreprises dans la gestion des cycles économiques, semble occuper désormais un rôle plus important dans la gestion globale de la main d'œuvre interne ou externe à l'entreprise. L'emploi intérimaire est notamment très utilisé dans l'industrie et la construction.

D'autres services opérationnels ont connu une vive progression : les centres d'appel (+ 556 % soit 21 000 emplois), la sécurité (+ 69 % soit 64 000 emplois), l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères (+ 66 % soit 23 000 emplois) et les activités de nettoyage (+ 48 % soit 134 000 emplois).

Le secteur des **activités récréatives, culturelles et sportives** (370 000 salariés en 2006) connaît une forte croissance sur 10 ans (+ 44,6 %). Cette croissance se concentre sur les activités artistiques (+ 108 %) et sportives (gestion d'installations sportives + 36,2 %, autres activités sportives + 44,3 %). De même, les **services personnels** ont nettement progressé (environ +40 % pour l'esthétique, la coiffure et les soins corporels).

Les **hôtels-café-restaurants** (920 000 salariés en 2006) progressent nettement sur la période (223 000 emplois, soit + 31,9 %). C'est l'activité de restauration qui se développe le plus avec la restauration rapide (+ 73 %) et la restauration traditionnelle (+ 43 %).

Graphique 3: Emploi dans les grands secteurs d'activité entre 1997 et 2006



Source : Acooss-Urssaf

L'emploi dans la restauration d'entreprise croît également (+ 20 %) avec une vive progression pour la restauration concédée (90 %) qui compense le recul dans la restauration d'entreprise gérée en interne (- 11 %).

Enfin, l'emploi dans le secteur des traiteurs progresse (+ 51 %) en raison du développement de l'organisation de salons et autres manifestations exceptionnelles.

Le **commerce de détail** (1,7 million de salariés) a progressé d'un quart sur la période (330 000 emplois). Trois activités liées aux loisirs ont fortement accru leurs effectifs : les commerces de détail divers en magasin spécialisé, notamment la vente de téléphones mobiles (+ 78 %, soit 31 000 emplois), le commerce de détail de bricolage (+ 54 %, soit 26 000 emplois) et le commerce de détail d'articles de sport et de loisir (+ 52 %, soit 17 000 emplois).

En 10 ans, dans le commerce, les créations d'emploi les plus nombreuses ont eu lieu dans les supermarchés (+ 63 000 emplois, soit + 35 %) et les hypermarchés (+ 63 000 emplois également, + 27 %). Toutefois, dans ces secteurs, l'essentiel de ces créations d'emploi a eu lieu entre 1997 et 2002. Depuis, l'accroissement plus modéré de la consommation des ménages ainsi que l'automatisation de certaines tâches pèsent sur l'essor de l'emploi commercial.

Le **conseil et l'assistance** (1,4 million de salariés) s'est fortement développé sur 10 ans (374 000 emplois, soit + 36,1 %). Les activités liées à l'informatique ont presque doublé leurs effectifs entre 1997 et 2001 (124 000 salariés). Le retournement conjoncturel a pesé sur l'investissement des entreprises et donc fortement affecté ce secteur, dont l'emploi a diminué jusqu'à la mi-2004. Depuis lors, la croissance de l'emploi reprend dans ces activités avec notamment une hausse de 5,6 % en 2006.

Dans ce secteur, en dehors de l'informatique, les autres activités de conseil se sont également développées depuis 1997 : le conseil pour les affaires et la gestion (+ 77 %, soit 65 000 emplois), la gestion de supports de publicité (+ 50 %, soit 23 000 emplois), mais aussi les activités d'ingénierie (+ 46 %) et d'expertise technique (+ 73 %). En revanche, les activités juridiques (+ 28 %) et comptables (+ 17 %) connaissent une progression moins rapide mais plus régulière.

L'emploi dans le secteur de la **santé et de l'action sociale** s'est accru de 32 % entre 1997 et 2006, soit 342 000 salariés supplémentaires. Les deux activités les plus dynamiques de ce secteur sont en lien avec le vieillissement de la population française et le développement des services à la personne : l'aide à domicile (+ 98 % soit + 72 000

emplois) et l'accueil des personnes âgées (+ 58 %, soit + 50 000 emplois). De même, les **activités associatives** progressent de 20 % sur la période.

Pour le secteur des **activités immobilières** l'emploi progresse sur dix ans de 11,5 % soit 40 000 emplois créés. Cette augmentation est due principalement au secteur des agences immobilières qui double son effectif sur la période.

Dans les **transports**, la gestion de plates-formes tant de passagers que de marchandises connaît une vive croissance. Ainsi, l'emploi dans les services aéroportuaires (26 000 emplois en 2006) progresse de 59 %, nettement plus que dans le transport aérien (+ 22 %). De même, les transports routiers de marchandises de proximité (110 000 salariés) bénéficient de l'essor des livraisons à domicile et augmentent de 53 %. Enfin, l'entreposage (68 000 salariés) progresse d'un tiers. Le secteur des agences de voyage (52 000 salariés) qui a nettement progressé sur la période 1997-2001 (+ 32 %), marque le pas depuis, sans doute en raison du développement des services en ligne.

De nombreuses créations d'emploi dans les grandes entreprises

En 2006, le secteur privé compte 1,4 million d'entreprises soit 3,5 % de plus qu'en 1997 et 1,7 million d'établissements (8,7 % de plus, *tableau 3*).

Tableau 2 : Emploi et salaire par tranche de taille en 1997

Tranche d'effectif de l'entreprise	Entreprises		Établissements		Masse salariale 1997		Emploi 1997		SMPT 1997 (en €)
	En milliers	En %	En milliers	En %	En Md€	En %	En millions	En %	
1 à 9	1 209	86,8	1 235	77,4	49,5	16,0	3,2	21,4	1 276
10 à 19	88	6,3	104	6,5	22,5	7,3	1,2	7,8	1 598
20 à 49	64	4,6	87	5,5	38,8	12,5	2,0	12,9	1 651
50 à 99	17	1,2	31	1,9	23,2	7,5	1,1	7,5	1 703
100 à 249	10	0,7	30	1,9	33,8	10,9	1,5	10,1	1 853
250 à 499	3,2	0,2	19	1,2	24,8	8,0	1,1	7,2	1 894
500 à 1 999	2,1	0,1	35	2,2	43,3	14,0	1,8	12,2	1 963
2 000 et plus	0,4	0,0	54	3,4	73,4	23,7	3,2	21,0	1 929
Total	1 393	100,0	1 596	100,0	309,4	100,0	15,1	100,0	1 705

Les très petites entreprises (TPE de 1 à 9 salariés) sont les plus nombreuses avec 85 % de l'ensemble des entreprises pour 15 % de la masse salariale et 19 % de l'emploi.

A l'inverse, les quelques 3000 grandes entreprises (500 salariés et plus) concentrent 39 % de la masse salariale et 35 % des emplois du secteur privé.

Une comparaison par tranche de taille d'entreprise est délicate puisque les entreprises ont pu apparaître, disparaître ou changer de taille entre temps. On note un fort accroissement de l'emploi dans la catégorie des grandes entreprises (500 salariés ou plus) : le nombre

d'établissements progresse de près de 48 % et l'emploi de 21 %. Ainsi, en termes d'emplois, la répartition par taille d'entreprise rend compte d'une déformation de la structure en faveur des grandes entreprises, parce que celles-ci concentrent en moyenne plus d'établissements de toutes tailles. Les entreprises de 500 à plus de 2000 comportent en moyenne 44 établissements en 2006 contre 36 en 1997.

L'augmentation de l'emploi s'est donc faite dans les petits et moyens établissements qui composent les grandes entreprises, alors que les établissements de plus grande taille ont conservé un volume d'emploi globalement stable.

Tableau 3 : Emploi et salaire par tranche de taille en 2006

Tranche d'effectif de l'entreprise	Entreprises		Établissements		Masse salariale 2006		Emploi 2006		SMPT 2006 (en €)
	En milliers	En %	En milliers	En %	En Md€	En %	En millions	En %	
1 à 9	1 220	84,7	1 258	72,5	64,6	14,7	3,4	19,2	1 590
10 à 19	113	7,8	136	7,8	34,6	7,9	1,5	8,4	1 940
20 à 49	70	4,9	102	5,9	52,8	12,0	2,2	12,3	2 031
50 à 99	19	1,4	39	2,3	32,7	7,4	1,3	7,5	2 054
100 à 249	12	0,8	41	2,4	50,7	11,5	1,8	10,3	2 314
250 à 499	3,8	0,3	26	1,5	35,2	8,0	1,3	7,4	2 248
500 à 1 999	2,5	0,2	53	3,1	64,9	14,7	2,3	13,0	2 361
2 000 et plus	0,5	0,0	79	4,5	105,5	23,9	3,9	21,9	2 273
Total	1 442	100,0	1 735	100,0	441,0	100,0	17,7	100,0	2 075

Tranche d'effectif de l'établissement	Nombre d'établissements (en milliers)	Emploi 1997 (en millions)	Masse salariale 1997 (en Md €)
1 à 9	1 356	3,7	60,0
10 à 19	112	1,5	29,3
20 à 49	83	2,6	50,3
50 à 99	25	1,7	34,2
100 à 249	15	2,2	48,0
250 à 499	4	1,3	29,8
500 à 1 999	1,7	1,4	36,9
2 000 et plus	0,2	0,7	20,9
Total	1 596	15,1	309,4

Source : AcoSS-Urssaf

Parmi les très petites entreprises, la catégorie des 10 à 19 salariés est en apparence plus dynamique que celle des 1 à 9 salariés (respectivement 27,5 % et 1 % d'évolution). Il est toutefois possible que cela témoigne en fait d'un transfert de nombreuses unités de moins de 10 salariés vers la catégorie des 10 à 19.

Mihaela Mosu Nasr
Elodie Simonneau
Département des études
statistiques et de
l'observation des cotisants
(DESOC)

Tranche d'effectif de l'établissement	Nombre d'établissements (en milliers)	Emploi 2006 (en millions)	Masse salariale 2006 (en Md €)
1 à 9	1 437	4,1	83,5
10 à 19	147	2,0	46,2
20 à 49	95	2,9	71,1
50 à 99	31	2,1	51,5
100 à 249	18	2,8	73,4
250 à 499	5	1,6	43,0
500 à 1 999	1,9	1,5	48,3
2 000 et plus	0,1	0,7	24,1
Total	1 735	17,7	441,0

Source : AcoSS-Urssaf

Pour approfondir...

- « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au premier trimestre 2007 », ACOSS STAT n°49, juin 2007
- « Dix ans d'emploi et de salaires dans les régions : 1997 - 2006 », ACOSS STAT n°51, juillet 2007

L'AcoSS publie des résultats trimestriels à environ 70 jours après la fin du trimestre. Dans la plupart des régions désormais, les URSSAF publient également des résultats infra-régionaux basés sur les mêmes données.



Tableau 4 : Evolution de la masse salariale et de l'emploi par secteur détaillé d'activité économique (NES 36)

NES 36	SECTEURS	Masse salariale						Effectifs moyens						SMPT moyen		
		2006		Evolution en moyenne annuelle (en %)		Evolution 1997/2006		2006		Evolution en moyenne annuelle (en %)		Evolution 1997/2006		2006	Evolution en moyenne annuelle (en %)	Evolution 1997/2006
		En Md€	En %	2005	2006	En Md€	En %	En milliers	En %	2005	2006	En milliers	En %	En €	2006	En %
A0	Agriculture, sylviculture, pêche	0,4	0,1	-2,9	1,3	0,1	35,3	21	0,1	-4,2	-2,2	0,2	1,0	1 591	3,5	34,1
B0	Industries agricoles et alimentaires	11,4	2,6	0,3	1,6	2,1	23,1	518	2,9	-1,3	-0,9	21,5	4,3	1 840	2,5	18,2
C1	Habillement, cuir	1,8	0,4	-5,3	-3,8	-0,8	-31,3	83	0,5	-9,2	-7,9	-82,2	-49,6	1 834	4,4	36,3
C2	Edition, imprimerie, reproduction	5,7	1,3	-0,4	0,1	0,5	8,7	188	1,1	-2,5	-2,4	-16,3	-8,0	2 530	2,5	18,3
C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	5,4	1,2	-0,5	5,1	1,4	35,6	142	0,8	-2,0	0,5	14,3	11,2	3 142	4,5	22,1
C4	Industries des équipements du foyer	4,0	0,9	-0,5	-1,3	0,0	-0,5	165	0,9	-3,7	-4,6	-41,9	-20,3	2 014	3,4	24,7
D0	Industrie automobile	8,2	1,9	2,1	0,2	1,7	25,9	273	1,5	-0,6	-3,4	10,8	4,1	2 509	3,8	20,9
E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,6	1,0	3,6	3,5	0,9	24,7	128	0,7	-1,2	0,1	-1,7	-1,3	3 013	3,4	26,3
E2	Industries des équipements mécaniques	11,7	2,7	0,8	3,0	2,0	20,7	411	2,3	-2,0	-0,3	-5,0	-1,2	2 376	3,3	22,3
E3	Industries des équipements électriques & électron.	7,6	1,7	1,1	1,5	1,0	15,9	213	1,2	-1,9	-1,9	-18,1	-7,8	2 966	3,5	25,9
F1	Industries des produits minéraux	4,2	0,9	0,8	1,8	0,4	11,9	156	0,9	-2,1	-1,7	-15,9	-9,3	2 221	3,6	23,3
F2	Industrie textile	1,8	0,4	-5,7	-3,9	-0,5	-22,3	78	0,4	-8,6	-7,7	-48,6	-38,5	1 946	4,1	26,3
F3	Industries du bois et du papier	3,8	0,9	-0,4	-0,4	0,4	11,6	150	0,8	-3,0	-2,8	-12,2	-7,5	2 120	2,5	20,7
F4	Chimie, caoutchouc, plastiques	9,7	2,2	0,1	-0,6	1,3	15,9	327	1,8	-2,5	-3,3	-14,6	-4,3	2 462	2,7	21,1
F5	Métallurgie et transformation des métaux	10,8	2,5	0,2	1,3	1,3	13,6	407	2,3	-2,6	-1,9	-26,0	-6,0	2 214	3,3	20,9
F6	Industrie des composants électriques & électron.	5,3	1,2	0,9	1,2	1,1	25,9	175	1,0	-2,2	-2,1	-2,0	-1,1	2 541	3,4	27,6
G1	Production de combustibles et de carburants	1,0	0,2	3,4	1,7	0,0	-2,1	25	0,1	-0,7	-1,1	-5,1	-16,8	3 391	2,8	17,4
G2	Eau, gaz, électricité	7,1	1,6	4,2	4,6	1,5	27,9	209	1,2	-1,6	-0,2	0,6	0,3	2 814	4,9	27,5
H0	Construction	28,8	6,5	5,3	7,7	10,2	54,4	1 379	7,8	2,7	4,4	272,3	24,6	1 742	3,1	24,0
J1	Commerce et réparation automobile	9,7	2,2	1,9	2,4	2,4	33,4	418	2,4	-0,4	-0,4	34,5	9,0	1 935	2,8	22,4
J2	Commerce de gros, intermédiaires	30,2	6,8	3,4	3,1	8,0	36,2	991	5,6	0,5	0,1	89,8	10,0	2 538	3,0	23,9
J3	Commerce de détail, réparations	30,2	6,9	3,7	4,5	10,4	52,4	1 656	9,4	1,2	1,4	327,2	24,6	1 522	3,1	22,3
K0	Transports	30,7	7,0	3,1	4,2	10,2	49,6	1 135	6,4	0,2	0,6	191,8	20,3	2 254	3,5	24,5
L0	Activités financières	24,6	5,6	3,7	4,9	6,4	34,9	640	3,6	0,5	0,9	33,2	5,5	3 204	4,0	28,0
M0	Activités immobilières	8,4	1,9	6,4	6,6	3,1	57,4	383	2,2	2,0	1,7	39,5	11,5	1 835	4,7	41,1
N1	Postes et télécommunications	11,5	2,6	1,4	1,1	2,3	25,6	457	2,6	-2,0	-2,4	-16,5	-3,5	2 096	3,5	30,2
N2	Conseils et assistance	51,0	11,6	5,0	6,9	21,3	72,0	1 410	8,0	2,6	3,6	374,3	36,1	3 012	3,2	26,7
N3	Services opérationnels	33,3	7,6	5,0	7,3	16,0	93,8	1 808	10,2	1,8	3,3	672,6	59,5	1 535	3,8	22,0
N4	Recherche et développement	3,3	0,8	5,9	5,4	0,8	31,8	81	0,5	2,5	2,4	8,0	10,8	3 387	2,9	18,9
P1	Hôtels et restaurants	15,5	3,5	4,8	5,7	5,9	60,6	922	5,2	1,8	2,2	223,1	31,9	1 403	3,4	21,9
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	8,6	1,9	3,2	5,9	3,5	70,0	367	2,1	1,0	0,5	113,3	44,6	1 949	5,3	17,8
P3	Services personnels et domestiques	2,6	0,6	2,8	4,3	0,7	35,6	178	1,0	2,3	1,7	25,6	16,8	1 205	2,6	16,0
Q1	Education	5,2	1,2	2,8	3,9	1,6	46,3	274	1,5	1,4	0,5	49,2	21,8	1 581	3,3	20,3
Q2	Santé, action sociale	26,6	6,0	5,1	5,5	9,9	59,1	1 426	8,1	2,8	2,3	342,2	31,6	1 557	3,2	21,1
R1	Administration publique	6,3	1,4	3,4	-0,6	1,1	20,3	208	1,2	-0,3	-2,5	-3,3	-1,6	2 510	2,0	22,3
R2	Activités associatives et extra-territoriales	10,0	2,3	3,6	4,3	3,3	49,2	311	1,8	0,3	1,4	51,4	19,8	2 680	2,8	24,9
	Total	441,0	100,0	3,3	4,3	131,6	42,5	17 713	100,0	0,6	1,0	2 584,6	17,1	2 075	3,2	21,7
	<i>Industrie</i>	<i>104,2</i>	<i>23,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>14,4</i>	<i>16,0</i>	<i>3 648</i>	<i>20,6</i>	<i>-2,3</i>	<i>-2,0</i>	<i>-242,3</i>	<i>-6,2</i>	<i>2 379</i>	<i>3,5</i>	<i>23,8</i>
	<i>Construction</i>	<i>28,8</i>	<i>6,5</i>	<i>5,3</i>	<i>7,7</i>	<i>10,2</i>	<i>54,4</i>	<i>1 379</i>	<i>7,8</i>	<i>2,7</i>	<i>4,4</i>	<i>272,3</i>	<i>24,6</i>	<i>1 742</i>	<i>3,1</i>	<i>24,0</i>
	<i>Tertiaire</i>	<i>307,8</i>	<i>69,8</i>	<i>4,0</i>	<i>5,0</i>	<i>107,0</i>	<i>53,4</i>	<i>12 665</i>	<i>71,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2 555,9</i>	<i>25,3</i>	<i>2 025</i>	<i>3,4</i>	<i>22,6</i>
	<i>Dont Tertiaire hors intérim</i>	<i>292,9</i>	<i>66,4</i>	<i>4,0</i>	<i>4,8</i>	<i>98,9</i>	<i>51,1</i>	<i>11 905</i>	<i>67,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2 217,9</i>	<i>22,9</i>	<i>2 050</i>	<i>3,3</i>	<i>23,0</i>
	<i>Dont Intérim</i>	<i>14,9</i>	<i>3,4</i>	<i>6,0</i>	<i>9,3</i>	<i>8,1</i>	<i>120,3</i>	<i>759</i>	<i>4,3</i>	<i>1,9</i>	<i>4,7</i>	<i>339,2</i>	<i>80,8</i>	<i>1 634</i>	<i>4,4</i>	<i>22,7</i>

Source : AcoSS - Urssaf

Encadré 1 : La masse salariale et l'emploi en 2006

En 2006, la masse salariale des entreprises du secteur privé a augmenté en moyenne annuelle de 4,3 % par rapport à l'année 2005 et s'est élevée à près de 441 milliards d'euros. Cette croissance confirme le redressement entamé depuis la mi-2003 (tableau 1 et graphique 1).

Le nombre de salariés dans le secteur privé s'est ainsi établi à 17,7 millions en

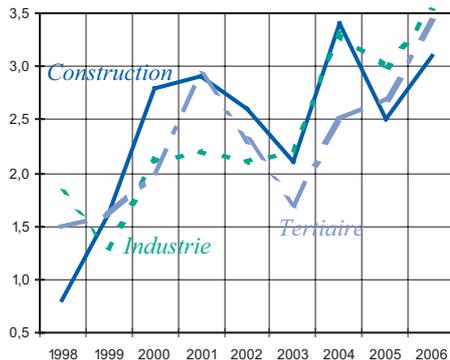
moyenne sur l'année 2006. Avec une croissance annuelle moyenne de 1,0 % (170 000 emplois), l'emploi a enregistré sa plus forte progression depuis 2002. Observé en glissement annuel (entre la fin du quatrième trimestre 2005 et celle du quatrième trimestre 2006) la progression atteint 1,4 % soit 246 000 emplois, dont 95 % ont été réalisés dans les entreprises de moins de 10 salariés. Les effectifs salariés ont augmenté tout au long de

l'année 2006 (environ 0,3 % par trimestre), avec une légère accélération à partir du deuxième trimestre, tirée par l'intérim. Le salaire moyen par tête (SMPT) a progressé de 3,2 % en moyenne sur l'année. Compte tenu d'une inflation moyenne de 1,7 % en 2006, le pouvoir d'achat du SMPT a augmenté de 1,5 %, à un rythme plus soutenu que celui déjà constaté depuis 2004.

Encadré 2 : L'évolution du SMPT de 1997 à 2006

Graphique 4 : Evolution du SMPT

SMPT en moyenne annuelle (en %)



7 % de gain de pouvoir d'achat du SMPT sur 10 ans

Sur dix ans le SMPT a progressé de 21,7 % atteignant 2 075 € en moyenne par mois en 2006. Compte tenu d'une inflation de 13,9 % entre 1997 et 2006, son pouvoir d'achat a augmenté de 7,0 %.

L'évolution du SMPT dans l'industrie est moins marquée par le cycle que dans le tertiaire (graphique 4).

Entre 1997 et 2006 les évolutions de SMPT sont faiblement contrastées au niveau des secteurs agrégés : autour de 24 % pour la construction et l'industrie et 22,6 % pour le tertiaire (tableau 4).

Par secteur détaillé d'activité économique (NES36), on enregistre des évolutions fortes dans les **activités immobilières** (+ 41,1 %) mais aussi **l'habillement cuir** (36,3 %) pour lequel les baisses d'emploi non qualifié, ce qui fait mécaniquement monter la valeur du SMPT, sans que les salariés permanents bénéficient individuellement de cette croissance du salaire moyen.

Les **services personnels** et les **activités récréatives** enregistrent les évolutions les plus faibles entre 1997 et 2006 (respectivement 16 % et 17,8 %).

Encadré 3 : Sources et méthodologie

Les employeurs du régime général déclarent leurs cotisations sociales aux Urssaf à l'aide du Bordereau Récapitulatif des Cotisations (BRC) sur lesquels ils portent les différentes assiettes salariales (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements ainsi que leurs effectifs. Cette déclaration est mensuelle si leur effectif est supérieur à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil. La base Séquoia centralise depuis janvier 1997 ces déclarations qui comporte 530 000 comptes mensuels et 1 380 000 comptes trimestriels actifs (le double sur l'ensemble de la période). Cette base comprend également les déclarations du secteur public (absentes de cette publication).

Les données présentées ici sont largement stabilisées mais peuvent faire l'objet de révisions mineures sur l'historique. Les données sont également désaisonnalisées pour corriger notamment de l'impact des versements de primes et des fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent également conduire à des révisions des périodes antérieures.

Le champ couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans un secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques (codes 751 et 752 de la NAF),

l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et **l'emploi par les ménages de salariés à domicile.**

Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agro-alimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale. Le secteur concurrentiel diffère donc légèrement de celui dit « EB-ER » retenu par l'Insee pour ses indices d'emploi salarié qui comporte dans le secteur des services personnels et domestiques (P3) des estimations du nombre des salariés à domicile. Enfin, le champ Acooss-Urssaf est assez proche de celui adopté par le Ministère du travail (enquêtes Acemo) et dans une moindre mesure de l'Unedic (aux grandes entreprises nationales près).

L'assiette salariale totale ou l'assiette déplafonnée désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes,

de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature.

Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée » (CSG) qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation.

L'effectif salarié est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif réel en fin de mois diffère d'autres notions d'emploi faites en emploi temps plein ou qui excluent certaines catégories de salariés (emplois aidés ou jeunes de moins de 26 ans).

L'effectif moyen trimestriel est égal à la demi-somme de l'effectif de fin de trimestre et de l'effectif de fin du trimestre précédent.

L'effectif moyen annuel est égal à la moyenne des effectifs moyens trimestriels de l'année.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale annuelle à l'effectif moyen annuel.

Indicateurs présentés :

Le taux d'évolution en moyenne annuelle est égal à la somme des quatre derniers trimestres divisée par la somme des quatre trimestres précédents.